



Message à une conférence en présence de parlementaires australiens

25 mars 2026

Maryam Radjavi : l'antidote au fascisme religieux en Iran est le renversement du régime avec un soulèvement populaire et une résistance organisée

Mesdames et Messieurs les parlementaires de la Chambre, du Sénat fédéral et des assemblées des États d'Australie,

Je vous adresse mes salutations et vous remercie de l'attention que vous portez à la recherche d'une solution solide et fondée sur des principes à la question iranienne.

À l'heure où l'Iran et toute la région sont plongés dans un conflit majeur, au nom de la paix et au nom de la liberté, j'appelle le monde entier à reconnaître la seule solution viable à la grave crise que traverse l'Iran. Cette solution est le renversement du régime par la Résistance iranienne, un soulèvement organisé et l'Armée de la liberté.

Quelle solution ?

La question est la suivante : comment la situation en est-elle arrivée à ce point critique ? Et quelle solution permettrait de mettre fin à cette crise ?

Dès le début, le régime au pouvoir en Iran savait que s'il s'engageait sur la voie de la démocratie, il perdrait rapidement son emprise sur le pouvoir. Il a donc adopté une stratégie sinistre fondée sur la torture et les exécutions contre le peuple iranien, la course à l'arme nucléaire et l'exportation de la guerre et du terrorisme dans toute la région.

Dès le début, notre Résistance a tenu bon face à ce régime.

Le prix à payer a été immense : le sacrifice de cent mille membres de la Résistance iranienne. En même temps, nous n'avons cessé de mettre en garde contre les dangers que représente ce régime. Depuis plus de quarante ans, nous dénonçons sans relâche ses visées bellicistes et ses activités terroristes. Depuis trente ans, nous attirons l'attention du monde entier sur son programme nucléaire clandestin.

Pourtant, au lieu de tenir compte de ces avertissements, les gouvernements occidentaux ont opté pour une politique de complaisance avec les mollahs au pouvoir. Ce faisant, ils ont en réalité contribué à la survie du régime. Au cœur de cette politique figurait la volonté de fermer toute voie de changement en Iran et, dans les faits, de collaborer avec le régime pour réprimer la Résistance.

Au cours des quatre dernières décennies, il y a eu des moments déterminants où le mouvement de résistance, fort du soutien du peuple iranien, aurait pu provoquer de profonds changements en Iran. Pourtant, la politique de complaisance a été l'un des principaux facteurs de la survie du régime.

Aujourd'hui, la solution reste la même.

Comme l'ont démontré les événements de 2025 et 2026, les bombardements et les guerres étrangères ne sont pas la solution à la question iranienne. Ils n'apportent ni stabilité ni paix à la région, et n'éliminent pas non plus la menace que ce régime fait peser sur la paix et la sécurité mondiales.

Chaque poison a son antidote ; l'antidote au fascisme religieux en Iran, c'est le renversement du régime par un soulèvement populaire et une résistance organisée.

Nous avons toujours affirmé — et nous le réaffirmons : cette Résistance ne recherche ni argent ni armes, et elle n'a pas besoin de voir des troupes étrangères fouler le sol iranien.

Le changement nécessaire de la politique occidentale

Le Conseil national de la Résistance iranienne, fondé à Téhéran en 1981, est une vaste coalition regroupant divers courants politiques et idéologiques.

Il a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire chargé de transférer la souveraineté au

peuple iranien et d'instaurer une république démocratique. Ce gouvernement provisoire s'appuie sur le Plan en dix points de la Résistance iranienne, qui prévoit une république fondée sur la séparation de la religion et de l'État, défendant l'égalité femmes-hommes, reconnaissant l'autonomie des minorités ethniques, abolissant la peine de mort et s'engageant en faveur d'un Iran dénucléarisé vivant en paix et en coexistence avec le reste du monde.

Aujourd'hui, les vestiges de la dictature du chah déchu ont refait surface grâce à l'ingéniosité des plateformes numériques et des programmes télévisés. Leur objectif est de s'approprier les soulèvements populaires et de rétablir un système monarchique doté des mêmes institutions répressives que par le passé.

Le peuple iranien n'a toutefois pas enduré près d'un demi-siècle de lutte contre la dictature pour retomber dans une autre forme de celle-ci. Les femmes en Iran, reléguées au rang de citoyennes de seconde zone sous le régime actuel, réclament une égalité totale. Les minorités ethniques opprimées, notamment les Kurdes, les Baloutches, les Arabes et les Turkmènes, aspirent à la restauration de leurs droits, et non à une nouvelle forme d'autoritarisme, comme le prônent ceux qui cherchent à rétablir la monarchie.

Nous appelons les éminents parlementaires australiens à prendre l'initiative d'ouvrir une nouvelle voie dans la politique occidentale à l'égard de l'Iran. Au cours de l'année écoulée, l'Australie a pris des mesures importantes : elle a expulsé l'ambassadeur du régime, suspendu les activités de son ambassade et désigné le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) comme organisation terroriste.

Ces mesures importantes ne produiront pleinement leurs effets que si elles s'accompagnent de la reconnaissance du gouvernement provisoire annoncé par le Conseil national de la résistance iranienne, chargé de transférer la souveraineté au peuple iranien.